

Les actions coups-de-poing de certains écologistes suscitent la grogne à droite. Or c'est l'électorat bourgeois et modéré qui détient les clés du vote.

Florent Quiquerez Berne

À droite, les partisans de la loi sur le climat ont des gouttes qui perlent sur le front. La gauche étant acquise au projet, ils savent que l'issue du scrutin se joue dans leur camp. Or, depuis quelques semaines, une inquiétude monte: en énervant de plus en plus, les activistes du climat peuvent-ils pousser une partie de l'électorat bourgeois à rejeter le projet, ce qui pourrait le faire trébucher? Il suffit de quelques coups de fil pour comprendre qu'au Centre et au PLR ils sont plusieurs à le craindre.

«Le risque est réel, admet Jacqueline de Quattro (PLR/VD), figure du camp du oui en Suisse romande. Cet agacement des gens, je le ressens très fort lorsque je fais campagne. Alors que nous tentons de montrer que la loi sur le climat est un compromis raisonnable, qui permet d'aider les particuliers et les entreprises dans la transition énergétique, ces actions anarchistes brouillent totalement le message.» Pour la conseillère nationale, cet activisme climatique est «contre-productif». «En exaspérant ainsi la population, ils mettent en danger la loi.» Or le 18 juin, chaque vote comptera.

«La provocation dans une campagne, ça ne marche jamais, appuie Christine Bulliard-Marbach (Centre/FR), également membre du comité en faveur du oui. Si je comprends que la population puisse être énervée par ces actions, je l'appelle à bien réfléchir. Quand on lit cette loi pour le climat et l'innovation, on comprend que ses objectifs sont justes.» Pour elle, le danger vient davantage de la campagne de l'UDC que de ces actions coups-de-poing. Son collègue de parti Benjamin Roduit (Centre/VS) n'en est pas si sûr. «J'étais encore ce week-end à un festival en Valais, tout le monde parlait des activistes du climat. Ça impactera négativement le scrutin.»

Il faut dire que ces derniers mois, les occasions de se mettre à dos une partie de l'opinion ont été nombreuses entre les blocages d'autoroutes, les saccages de golfs, l'irruption sur un plateau de télé ou les menottages au Salon de l'aviation privée de Genève.

Le précédent de la loi CO₂
Et si les partis bourgeois ont des raisons de s'inquiéter, c'est que ces mêmes activistes ont déjà joué avec le feu en 2021 lors du scrutin sur la loi CO₂. Alors que le parlement avait réussi à tisser un compromis qui convenait à tous les partis - sauf l'UDC -, la section suisse occidentale du mouvement de la Grève pour le climat avait lancé le référendum pour contrer un texte qui n'allait pas assez loin. Résultat des courses, le non est passé à 51,6%.

Même s'ils sont toujours convaincus que ça ne va pas assez loin, les activistes du climat soutiennent cette fois la loi. Mais

Les activistes risquent-ils de couler la loi climat?



Les activistes de Renovate Switzerland qui ont bloqué le tunnel du Gothard le 7 avril dernier ont provoqué la colère des automobilistes. Cet agacement se traduira-t-il dans les urnes? KEYSTONE

estiment-ils qu'ils la mettent tout de même en danger avec leur activisme? Cette question, nous l'avons posée à Joël Perret, porte-parole d'Extinction Rebellion Genève.

«Si je prends l'action que nous avons menée au Salon de l'aviation privée avec d'autres collectifs comme Greenpeace ou Stay Grounded, elle ne devrait refroidir personne, tant l'impact négatif des jets sur le climat est flagrant. Alors qu'on demande à la population de faire des efforts, on ne peut pas accepter

que quelques-uns polluent massivement.»

Actions «nécessaires»

Au-delà du message, Joël Perret n'estime-t-il pas que la méthode puisse choquer une part de l'électorat modéré pour qui le respect du droit et de l'ordre est important? «Si la politique suisse ne fait pas un pas en faveur du climat, on ne peut s'attendre qu'à une intensification et une radicalisation de la lutte pour le climat. Au contraire, plus on fera de pas en faveur du climat, moins ces actions deviendront né-

cessaires.» Ces derniers peuvent compter sur l'appui des Verts, pour qui la dramaturgie mise en avant par les partis bourgeois dans cette fin de campagne ne tient tout simplement pas. «Les activistes du climat n'ont rien à faire dans cette histoire, précisément parce que le projet est modéré, réagit Raphaël Mahaim (Verts/VD). Les dirigeants, notamment du PLR, essaient de dévier l'attention du fait qu'il y a une dissonance entre ce que disent leurs représentants à Berne et ce que pense une partie de leur électorat.»

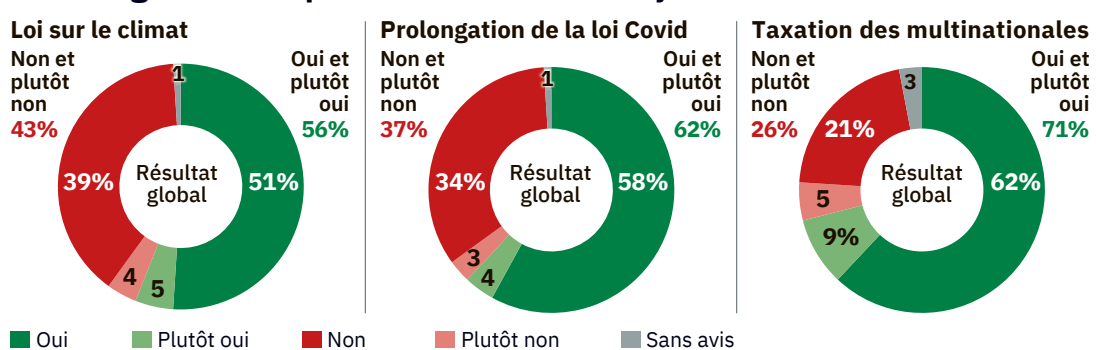
Revenant sur l'échec de la loi CO₂ en 2021, il relativise aussi l'effet des activistes du climat sur l'issue du vote. «On ne saura jamais combien de pourcentage représentait vraiment leur vote, mais ils ont retenu la leçon, puisqu'ils ne s'opposent pas au projet.»

Un coup d'œil dans les analyses Vox montre effectivement qu'il est difficile de dire si les 7% des sympathisants Verts qui ont voté non à la loi l'ont effectivement torpillée. Par contre, il est évident qu'avec seulement 37% de oui le PLR avait la possibilité de la repêcher.

Un triple oui dans les urnes se précise

● Le camp du oui à la loi climat ne peut pas encore dormir tranquille mais il respire sans doute un peu mieux. Après une érosion assez nette et beaucoup de scepticisme visible dans les résultats de notre précédent sondage, la situation semble désormais se stabiliser. Selon la troisième et dernière enquête d'opinion dirigée par Tamedia (éditeur de ce contenu), le oui à la loi climat regagne un point à 56%. Le non stagne, lui, à 43%. Mais le suspense demeure: en effet 5% des sondés se disent «plutôt favorables» et 4% «plutôt opposés», ce qui laisse encore ouverte la possibilité de voir des votants basculer dans l'un ou l'autre camp. On note par ailleurs un soutien plus faible en Suisse alémanique (49%) que chez les Romands (56%). De même, la part du oui s'érode à mesure qu'on s'éloigne des centres urbains. Sans surprise, c'est toujours la question de l'argent qui cristallise les tensions: plus d'un tiers des sondés invoquent la crainte de payer plus pour leur énergie. Dans la partie adverse, la majorité (43%) estime que la Suisse doit désormais faire sa part contre la crise climatique.

3^e sondage Tamedia pour les votations du 18 juin



Sondage réalisé du 31 mai au 1^{er} juin 2023 auprès de 11'953 personnes de toute la Suisse (dont 2257 Romands). Marge d'erreur: ± 1,4%. L'enquête a été menée par «20 minutes» et Tamedia, en collaboration avec LeeWas.

Graphique: I. Caudullo. Sources: Tamedia, LeeWas

Deuxième objet soumis au vote suite à un référendum, la prolongation de la loi Covid permettant de prendre des mesures rapides en cas de reprise épidémique est sur les bons rails. Le oui décolle de six points pour passer de 56% à 62%. Le texte part de loin puisque, au lancement de la campagne, ils n'étaient que 52% à dire oui. Comme sur la loi climat, l'UDC est ici seule contre tous mais ses arguments séduisent beaucoup moins au-delà de son propre camp. Pour rappel, la prolongation

des mesures n'est valable que jusqu'en juin 2024. Jamais véritablement inquiétée, l'imposition minimale des grandes entreprises multinationales devrait passer la rampe sans écueil. Le soutien a certes perdu six points depuis le début de la campagne mais se situe toujours à 71% et c'est dans les rangs de la gauche qu'on trouve le plus de sceptiques avec un oui qui plafonne à 60%. L'opposition prend diverses formes mais c'est l'utilisation du capital généré par cette hausse d'impôts qui dérange:

pour 27% des sondés, le revenu devrait être utilisé pour des dépenses qui profitent à toute la population et 26% sont gênés par le fait que seulement quatre cantons absorberont 75% des bénéfices. Pour la majorité des sondés favorables au texte, en revanche, il est important que la Suisse bénéficie de ces rentrées fiscales supplémentaires sinon, comme il s'agit d'une règle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), d'autres pays le feront à sa place. **Julien Wicky**